



L'UMP intoxiquée par le lobby du tabac

Rubrique : actualités - Date : lundi 9 janvier 2006

« **L'UMP intoxiquée par le lobby du tabac** » titre **LIBERATION** de lundi qui assure que « **ses députés sont courtisés avant le vote sur l'interdiction de fumer dans les lieux publics** ». D'après le journal, le fabricant **BAT** veut étouffer la proposition de loi d'**Yves Bur** visant à interdire de fumer dans tous les lieux publics, et dans une note envoyée aux députés il agite le risque de voir les 13 millions de fumeurs élire un président de gauche en 2007, en affirmant que « la dernière fois que le gouvernement a souhaité prendre des mesures fortes » en augmentant les taxes « les buralistes et les fumeurs ont réagi dans les urnes en exprimant leur rancœur, leur colère à l'encontre des candidats de la majorité aux élections cantonales et régionales » d'où « le risque d'une nouvelle (...) sanction (...) lors de l'élection présidentielle ». Indiquant que cet « argumentaire fumeux » a été concocté par un lobbyiste, ex collaborateur de Renaud Dutreil au ministère des PME et ex collaborateur d'un député UMP du Val d'Oise à l'intention de députés UMP « influents » notamment les membres du club des parlementaires amateurs de Havane parmi lesquels André Santini ou Patrick Balkany, le journal rapporte que selon le ministère de la santé « les députés (&) ne veulent que du positif en période préélectorale mais Xavier Bertrand est déterminé ». Le journal qui souligne que le rapport de l'Igas précisant les modalités et le calendrier de cette réforme a été remis au ministre le 30 décembre, précise qu'il est en train d'être étoffé sur certains « points juridiques épineux » et que « sa présentation a donc été repoussée dans le meilleur des cas au mois de février ». D'après Libé, « en coulisse c'est la guerre entre cigarettiers et défenseurs de la santé publique » mais selon le conseiller d'un député ils ne « se battent pas avec les mêmes armes » puisque « les premiers invitent à l'Open de tennis de Bercy quand les seconds doivent prendre rendez vous avec le ministre ». Relevant qu'en guise de vSux, Alliance contre le tabac a rappelé aux députés que « 80% des Français sont favorables » à l'interdiction, le quotidien rapporte que toutefois selon le lobbyiste, ce qui est sûr c'est que « chaque jour 11 millions de Français entrent dans un bureau de tabac » soit « 19 000 personnes par circonscription. Lorsqu'on sait que la plupart des législatives se jouent entre 50 et 800 voix ».